



Communiqué de presse

5 septembre 2011

Rentrée 2011 : à quel prix ?

Le ministre de l'Éducation nationale assure que « tout va bien » en cette rentrée 2011. Mais qu'entend-il par là ? Tient-il uniquement compte du fait que 95% des classes ont bien un enseignant devant elles ce lundi 5 septembre ?

Au prix de la dégradation des conditions de scolarisation des élèves.

Au prix de l'éviction du système des enfants et des jeunes hors scolarité obligatoire : le taux de scolarisation en maternelle est en baisse et, cette année encore, de très nombreux jeunes sont sans affectation à ce jour.

Au prix de l'absence de viviers de remplaçants dans de nombreuses disciplines et même en primaire, puisque de nombreux remplaçants sont nommés dans une classe à l'année pour « boucher les trous ».

Au prix du renoncement à la lutte contre l'échec scolaire, les dispositifs d'aide aux élèves en difficulté, les dédoublements de classes, étant les premières variables d'ajustement.

Au prix du renoncement à la politique de l'éducation prioritaire et au principe de « donner plus à ceux qui ont moins », les établissements en difficulté se voyant retirer des moyens alors que les établissements favorisés en gagnent.

Au prix de la hausse des effectifs par classe, rendant toujours plus difficile le travail et les conditions de vie des élèves et des enseignants.

Et que fait-il des 600 000 enfants qui représentent les 5% restant ?

Et les 14 000 nouvelles suppressions de postes dans l'Éducation nationale déjà annoncées pour 2012 par le gouvernement viendront encore noircir le tableau et aggraver la situation.

Non, monsieur le ministre, ne dites pas aux dizaines de milliers d'enfants qui n'iront pas en maternelle et à leurs parents que « tout va bien ».

Ne dites pas aux élèves entrant en 1^{ère} technologique et aux redoublants de terminale qui sont sans affectation que la rentrée est « techniquement réussie ».

Ne dites pas aux élèves qui ne peuvent pas choisir une option « faute de place » - comprenez « faute de prof » - que la rentrée est réussie, ni aux élèves de la voie professionnelle qui ont été orientés dans une filière qu'ils n'ont pas choisie, là encore « faute de place », que tout se passe bien.

En collège, rien n'a été prévu pour faire face en 6^{ème} à l'afflux des

35 000 élèves supplémentaires nés en 2000, hormis... des centaines de suppressions de postes !

En lycée, les « ajustements de la rentrée » ne conduisent qu'à l'orientation par défaut. Ce sont les élèves qui paient le prix des conséquences de votre politique de réduction des moyens.

C'est pourquoi la FCPE appelle à continuer de signer sa pétition « De l'ambition pour l'Ecole publique ! », à s'adresser aux députés, sénateurs et candidats aux sénatoriales, pour rétablir les postes nécessaires à la réussite de la rentrée et de l'année scolaire, à créer partout des comités de Salut public pour la défense de l'Ecole de la République.

C'est pourquoi elle s'associe à la mobilisation intersyndicale du 27 septembre dans l'Education nationale et invite ceux qui le peuvent à se joindre aux manifestations organisées ce jour-là.